



COMMUNIQUE DE PRESSE

Robert NAVARRO, Sénateur de l'Hérault
Membre de la commission des affaires économiques

Education : pour nos enfants, pour notre avenir !

Vendredi 21 novembre 2008

Robert NAVARRO

est sénateur depuis le 21 septembre 2008. Il est membre de la commission des affaires économiques. Il est premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Hérault et membre du bureau national du Parti Socialiste.

Élu au Conseil régional Languedoc-Roussillon en 1998, il y est réélu en mars 2004 et y préside le groupe socialiste. Il est par ailleurs vice-président du Conseil régional.

Ancien conseiller municipal de Montpellier et ancien conseiller communautaire de Montpellier Agglomération, il a aussi été membre du Conseil économique et social de 1999 à 2004. De 2004 à 2008, il a été député européen, député titulaire au sein de la commission des transports.

Précédemment, il était agent de maîtrise de la SNCF, où il a été responsable syndical de 1983 à 1989.

Dans l'exercice de ses différents mandats, il s'est spécialisé sur les questions de transport, de viticulture, et de chasse.

Permanence sénatoriale :
Robert NAVARRO
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS
0142342000

Collaborateur :
José LAVEZZI
0604047699

r.navarro@senat.fr
www.robert-navarro.fr

Je tiens à marquer mon soutien aux enseignants engagés pour la défense de l'École publique et laïque. A travers la politique de l'éducation, c'est l'avenir de la jeunesse et donc du pays qui se joue.

Les décisions du Gouvernement menacent directement l'avenir des enfants : après la suppression de 11 500 postes en 2008, ce sont 6 000 suppressions de postes qui sont annoncées dans le premier degré pour la rentrée 2009, 13 500 au total dans l'Éducation nationale.

En diminuant de 3 000 le nombre de postes au concours de recrutement des professeurs des écoles - alors que les écoles maternelles et élémentaires scolariseront 20 000 élèves supplémentaires - et en supprimant 3000 postes d'enseignants spécialisés qui aident les élèves en difficulté, le gouvernement prend la lourde responsabilité d'aggraver les inégalités. Les suppressions annoncées vont priver 150 000 élèves d'aides spécialisées.

De plus, ces mesures introduisent une inégalité entre les territoires, dans un sens défavorable pour les territoires ruraux : la continuité du service public pour aider les élèves en grande difficulté ne pourra plus y être assurée.

Ces décisions inacceptables s'inscrivent dans une politique idéologique globale de démantèlement du service public d'Éducation, que la droite ne considère qu'en tant que moyen d'économiser - pour contrebalancer le cadeau fiscal fait aux grandes fortunes en 2007. Un certain nombre de mesures témoignent de cette politique rétrograde :

- Proposition de loi présentée en janvier concernant la création d'EPEP (établissements publics d'enseignement primaire) afin de placer les écoles maternelles et élémentaires sous la tutelle des collectivités territoriales,

- Mise en place dès janvier d'une agence nationale du remplacement qui embauchera des personnels précaires, ce qui constitue une attaque contre la maternelle,
- Réforme du lycée bâclée, Asphyxie des Associations Éducatives Complémentaires de l'Enseignement Public.

Toutes vont totalement à l'encontre du droit à l'éducation et à la réussite de tous.

A l'heure actuelle, l'Etat n'a plus le droit de se désengager de ses missions. L'Education est une richesse pour notre pays, qui doit se construire avec des citoyennes et des citoyens bien formés. Derrière ces questions, c'est la société de demain que l'on détermine.

C'est pourquoi, solidaire des enseignants, de l'ensemble de la communauté éducative et des parents, avec mes camarades socialistes, je m'oppose à la suppression des milliers de postes prévue dans le projet de loi de finances, et aux projets annoncés tout en demandant l'ouverture immédiate de discussions sur le devenir du service public d'Education nationale.